

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 03/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRATI

ZA Val Guiers Est
73240 Avressieux

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement AGRATI implanté ZA Val Guiers Est 73240 Avressieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRATI
- ZA Val Guiers Est 73240 Avressieux
- Code AIOT : 0006113491
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société AGRATI, située à Avressieux, a pour activité la production de vis métalliques destinées principalement à l'industrie automobile et à des équipementiers de l'automobile.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- AN25 PFAS
- AN25 Sobriété hydrique
- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	AP Complémentaire du 08/08/2022, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans délai
2	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, annexe 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 1 et 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	PFAS - Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement, articles L. 110-1 et L.523-6-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 08/08/2022, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 2 et 3	Sans objet

2-3) Hors fiches de constats

L'exploitant a informé l'inspection qu'il envisageait l'installation d'une citerne souple pour stocker une partie du volume d'eau nécessaire en cas d'incendie, en remplacement de la réserve de 180 m³ existante. La seconde réserve enterrée de 120 m³ serait conservée.

Une étude de réutilisation des eaux de pluie dans le process est également en cours.

Ces projets, avant leur réalisation, devront faire l'objet d'un porter à connaissance à destination du guichet unique des installations classées de la Préfecture de Savoie (pref-icpe@savoie.gouv.fr).

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur le « volet EAU » :

- la surveillance des rejets aqueux de l'établissement permet de constater une nette amélioration de leur qualité. Les quelques dépassements encore relevés ponctuellement en nitrites, liés à des problèmes de maintenance ou de procédure inadaptée ou non respectée, ont fait l'objet d'actions correctives qui ont permis un retour à la conformité. L'exploitant doit continuer à identifier et mettre en œuvre rapidement les mesures nécessaires en cas de non-conformités ;
- lors des campagnes d'analyses PFAS (substances per ou polyfluoroalkylées) réalisées en 2023

et 2024 conformément à l'arrêté ministériel du 20/06/2023, une substance PFAS et du fluor organique adsorbable (AOF) ont été quantifiés. Des investigations complémentaires sont attendues par l'exploitant ;

- l'exemption aux restrictions d'usage de l'eau en cas de situation hydrologique déficitaire est conditionnée à l'élaboration par l'exploitant de son Plan de Sobriété Hydrique (PSH). Le jour de l'inspection, le document est en cours d'achèvement.

Sur le « volet AIR », la société AGRATI respecte la fréquence de surveillance des émissions atmosphériques de ses installations, les valeurs en flux annuel de certains paramètres présentent cependant des écarts anormaux d'une année à l'autre ces trois dernières années. Des éclaircissements sont attendus sur ce point.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE (valeurs limites d'émission), Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2022, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE, Actions correctives en cas de dépassement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2024
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : <u>Précédente inspection du 19/03/2024 :</u> Les actions correctives suivantes avaient été demandées avec une échéance au 10/06/2024 : <ol style="list-style-type: none"> 1. En cas de dépassement de VLE, les trois champs « Commentaire » de l'onglet de synthèse sous GIDAF doivent être dûment renseignés, afin d'explicitier : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la <u>nature</u> du ou des dépassements constatés (par exemple, "non respect de la VLE en pH au point de rejet X") ; ◦ la <u>cause</u> du ou des dépassements constatés (par exemple, "sonde pH associée au point de rejet X défaillante") ; ◦ les <u>mesures correctives</u> envisagées ou réalisées par l'exploitant (par exemple, "recalibrage de la sonde pH associée au point de rejet X prévu / effectué le ...") ; 2. L'exploitant doit ajouter le suivi trimestriel des paramètres Azote global (code SANDRE : 1551) et Fluor (code SANDRE : 7073) à l'autosurveillance de ses rejets aqueux industriels ; 3. Concernant les paramètres qui dépassent les VLE autorisées de manière récurrente, un plan d'action, à mentionner dans le cadre prévu à cet effet sous GIDAF, doit être rédigé et transmis à l'inspection. Le projet de remplacement du décanteur initié en septembre 2023 aurait dû faire l'objet de cette mesure, la panne de la station d'évaporation responsable de nombreux dépassements en fin d'année 2023 également.

Inspection du 08/10/2025 :

Préalablement à la visite sur site, l'inspection des installations classées a consulté les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux industriels sur la plateforme GIDAF.

Il a été constaté, sur les douze derniers mois :

1. la saisie de commentaires sur la nature, les causes et les mesures correctives prévues pour les non-conformités ;
2. les paramètres Azote global (code SANDRE : 1551) et Fluor (code SANDRE : 7073) ont été ajoutés à l'autosurveillance des rejets aqueux industriels ;
3. les résultats d'analyses pour les nitrites apparaissent régulièrement au-dessus de la VLE dans GIDAF : ce point a été discuté lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que ces dépassements sont incohérents au regard des relevés de contrôle de rejets quotidien et des rapports d'analyse du laboratoire SAVOIE ANALYSES de janvier, mai et juillet 2025.

Après vérification, les valeurs saisies dans GIDAF pour les nitrites en janvier et février dernier sont finalement exactes, et présentent des dépassements qui concernent environ 1/4 des mesures journalières avec des valeurs jusqu'à plus de sept fois la VLE. La réparation de la pompe à boues a permis un retour à la conformité au mois de mars. L'achat d'une pompe de secours a également été réalisé.

Depuis le mois de mars jusqu'à début octobre, les saisies dans GIDAF pour ce paramètre semblent par contre erronées, les données (format .xls) des relevés quotidiens ne présentant pas de non-conformités. Pour les autres substances, les résultats sont conformes à l'exception de dépassements en zinc et nickel deux jours consécutifs au mois de juin, liés à la retouche de lots au traitement de surface, et à nouveau en nickel deux jours consécutifs en septembre liés à la réutilisation d'un contenant (GRV) pollué en nickel pour transférer le condensat en station.

A l'avenir, afin d'éviter ces non-conformités, l'exploitant prévoit les mesures correctives suivantes :

- répartir dans le temps les opérations de retouche au traitement de surface,
- transférer les condensats à la station de traitement via la canalisation installée à cet effet,
- en cas de vidange des bains pollués, notamment avant les congés annuels, procéder sur une période plus longue afin d'éviter des dépassements ponctuels quasi-systématiques de certains paramètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

L'exploitant doit :

- importer dans GIDAF les rapports d'analyses des rejets aqueux lorsqu'ils sont établis par un organisme extérieur,
- s'assurer régulièrement qu'il n'y ait pas d'écart entre les saisies GIDAF et les relevés de contrôle de rejets quotidien,
- mettre en œuvre les mesures correctives prévues et énoncées dans la partie « Constats » du présent point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : sans délai

N° 2 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les restrictions ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les activités commerciales, artisanales et industrielles présentant une faible consommation d'eau annuelle. Cela concerne les établissements consommant moins de 1000 m³/an via prélèvement direct dans le milieu naturel et moins de 7000 m³/an au total. Une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en oeuvre ; • les établissements qui disposent d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, sous réserve que cet arrêté conduise à des réductions effectives en fonction des différents seuils, au-delà des mesures génériques (arrosage, fontaines, lavage, sensibilisation) ; • les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, telles qu'un ordonnancement de la production ou via le report des opérations de maintenance consommatrices d'eau. Ces différents éléments sont détaillés dans un Plan de Sobriété Hydrique (PSH), dont le contenu est fixé par les services de l'État. Ce document est mis à disposition des services de contrôle et devra être mis à jour au minima tous les 5 ans. <p>Pour tous les établissements, les usages de l'eau « accessoires », non lié au process, sont concernés par les mesures de restrictions identiques à celles appliquées aux usagers collectifs (arrosage des pelouses, lavages de véhicules, etc). Pour les ICPE agricoles, les mesures s'appliquant à l'abreuvement et au nettoyage des véhicules et bâtiments sont celles détaillées au niveau des mesures propres à l'agriculture.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Contexte :</u></p> <p>La société AGRATI a renseigné en 2023 le sondage "sécheresse", elle a notamment déclaré une consommation d'eau de 22 262 m³ pour l'année 2022, et n'a pas demandé à bénéficier d'une adaptation aux limitations ou suspensions provisoires des usages de l'eau en cas de situation hydrologique déficitaire.</p> <p>De plus, les dispositions spécifiques « sécheresse » prévues dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2022, réglementant l'exploitation du site AGRATI, ne sont pas suffisantes pour prétendre à une exemption des restrictions en cas de sécheresse. Les prescriptions de cet arrêté ne conduisent pas à des réductions effectives en fonction des différents seuils : seule la consommation spécifique est fixée à une valeur maximale de 3 l/m² par fonction de rinçage à partir du niveau d'alerte renforcée.</p> <p>A ce jour, l'exploitant est donc dans l'obligation de respecter le régime général qui s'applique en Savoie en cas de sécheresse, qui impose 25 % de réduction de la consommation d'eau à partir du seuil d'alerte, 50 % en cas d'alerte renforcée, et 100 % en crise.</p> <p><u>Lors de l'inspection :</u></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il avait entrepris la réalisation d'un plan de sobriété hydrique (PSH) quasiment finalisé.</p> <p>L'inspection a rappelé l'importance d'intégrer toutes les mesures de réduction de consommation d'eau : celles déjà mises en œuvre ainsi que les actions identifiées futures en indiquant l'échéance de leur réalisation, et en mentionnant un gain (ou objectif) en volume annuel.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°2 :</u> L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> • informer officiellement l'inspection qu'il sollicite une adaptation selon le « cas 3 », correspondant au cas de prélèvements déjà réduits au minimum, démontré via la constitution d'un PSH argumenté ; • transmettre le PSH à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 1 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, applicabilité de l'AM
Prescription contrôlée : <u>Article 1</u> I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. <u>Article 3</u> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les installations nécessaires aux activités suivantes : distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable), aux établissements de santé, production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur, [...] 2. Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3. Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4. Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
Constats : L'inspection a rappelé à l'exploitant que l'arrêté ministériel du 30/06/2023 : <ul style="list-style-type: none"> • est également applicable à son établissement dans la mesure où il prélève un volume d'eau annuel supérieur à 10 000 m³ ; • prévoit des exemptions aux réductions de prélèvement d'eau mentionnées à son article 2 (5 % en alerte, 10 % en alerte renforcée et 25 % en crise) notamment les établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou ceux utilisant au moins 20 % d'eaux recyclées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur. Il semble que la société AGRATI devrait pouvoir justifier du bénéfice d'une exemption, du fait des réductions de prélèvement d'eau réalisées depuis 2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°3 :</u> L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> • se positionner sur son éligibilité à une exonération des réductions de prélèvement d'eau ;

<ul style="list-style-type: none"> justifier sa position via son PSH.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, liste substances PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à une analyse de risque quant à l'utilisation, la production, le traitement, ou le rejet de substances PFAS liés à ses procédés ou ses installations, ses conclusions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> à partir de l'inventaire des produits utilisés par le site qui détaille chaque substance composant ces produits, aucune des substances nommées dans les articles 2 et 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 n'est utilisée sur le site ; aucune des substances utilisées sur le site et contenant le terme « fluo » n'est un PFAS (les substances ont été comparées à la liste officielle publiée par l'OCDE en 2007 et mise à jour) ; les extincteurs avec émulseurs présents sur site contiennent des PFAS, mais aucun n'a été utilisé, et leur remplacement par des versions sans fluor est en cours ; aucune mousse n'a été utilisée par les pompiers dans le cadre d'exercices ou de situations réelles nécessitant leur intervention.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : PFAS - Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 110-1 et article L.523-6-1
Thème(s) : AN 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article L. 110-1 du Code de l'environnement</u></p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p><u>Article L. 523-6-1 du code de l'environnement</u></p> <p>La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n°</p>

<p>2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p> <p>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, les trois campagnes d'analyses réalisées sur 30 substances PFAS sur trois mois consécutifs fin 2023/début 2024, conformément à l'arrêté ministériel du 20/06/2023, ont montré les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en novembre 2023, une concentration en AOF de 8 µg/l et un flux de 0,296 g/j ; • en décembre 2023, la présence d'acide perfluorohexanoïque (PFHxA) pour une concentration de 580 ng/l et un flux de 0,0342 g/j ; • en janvier 2024, des valeurs inférieures à la limite de quantification pour l'AOF et les PFAS. <p>L'exploitant n'a pas donné d'explication sur l'origine du marquage AOF de ses effluents, ni sur la présence d'acide perfluorohexanoïque.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'état des connaissances sur les rejets en PFAS permet de considérer les industries spécialisées dans le traitement de surface comme sources directes d'émission de certaines substances PFAS, notamment : 6:2 FTS, 6:2 CI-PFESA, C5 à C12 PFCAs, C4 à C10 PFSA, CI-6:2 PFESA, CI-8:2 PFESA, 1H-6:2 PFESA, 1H-8:2PFESA, 8:2 PFUESA, 4:2, 6:2 et 8:2 FTS.</p> <p>Ces substances n'ont pas fait l'objet des campagnes susvisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°4 :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réaliser, au niveau du point de rejet des effluents industriels de son établissement, une campagne complémentaire d'identification et d'analyse des substances PFAS mentionnées dans le cadre « Observations » ci-dessus, ainsi que la recherche de l'indice AOF ; • réaliser, dans le prélèvement en eau de l'usine et lorsque les résultats de la campagne visée à l'alinéa précédent seront connus, une campagne d'analyse de l'AOF, des 30 substances PFAS et celles quantifiées dans les effluents, lors de la campagne complémentaire, le cas échéant. <p>L'indice AOF et les substances PFAS sont recherchés dans les conditions techniques (prélèvement, limites de quantification, accréditations, etc.) prévues par l'arrêté du 20 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2022, articles 3.2.3 et 10.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE Rejets Air et Fréquence surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; • à une teneur en O₂ ou CO₂ mesurée dans les effluents en sortie du rejet. <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur</p>

<p>limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Les concentrations et les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : cf tableau art. 3.2.3 de l'APC (10 points de rejet).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant respecte la périodicité de surveillance annuelle des rejets atmosphériques de son établissement.</p> <p>Lors de la visite, il a présenté brièvement les rapports de mesures des émissions atmosphériques de 2023 et 2024.</p> <p>Les résultats apparaissent conformes, mais il a cependant été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour l'année 2024 une très forte augmentation des flux annuels des émissions de COV, NH3, SO2 par rapport à l'année précédente (entre 300 et 1300 %). L'exploitant n'a pas identifié de causes, notamment liées aux conditions d'exploitation de ses installations, qui pourraient justifier cette hausse ; • en 2023, le flux des émissions de COV et NH3 était en baisse par rapport à l'année précédente, mais dans des proportions beaucoup moins importantes que la hausse observée en 2024 (environ 70%) ; • les mesures réalisées en 2023 et 2024 ne semblent pas prendre en compte tous les points de rejets, mais seulement 6 sur les 10 identifiés dans l'APC susvisé. <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué que l'autosurveillance des rejets à l'atmosphère pour l'année 2025 était prévue mi-novembre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°5 :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de transmettre les rapports de mesures atmosphériques de 2023 et 2024, ainsi que les résultats des mesures réalisées sur les 4 points de rejets, le cas échéant, qui n'apparaissent pas dans ces rapports ; • de commenter/justifier les écarts aberrants, constatés d'une année à l'autre notamment ces trois dernières années, sur les valeurs d'émissions en flux de certains paramètres ; • concernant la campagne de mesures prévue en novembre prochain : <ul style="list-style-type: none"> ◦ s'assurer que l'organisme intègre l'ensemble des points de rejets, ◦ demander à l'organisme, notamment s'il s'agit du même que pour les campagnes de 2023 et/ou 2024, de commenter/justifier les écarts anormaux constatés, ◦ transmettre le rapport 2025 dès sa réception.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>